



Septembre 2016

Gérer l'aide internationale lors des transitions : un guide destiné aux bénéficiaires

PRÉSENTATION

Aider les pays à sortir d'une dictature ou de la guerre est au cœur de l'activité des organismes d'aide internationale. Le nombre de ces organismes ne cesse d'augmenter, et chacun d'eux propose un ensemble varié et généralement étonnant de programmes. Pour les bénéficiaires, ces aides sont souvent difficiles à appréhender ou à utiliser de manière efficace et ils se posent des questions quant à la motivation des organismes. Ces gouvernements et institutions sont-ils vraiment là pour les aider ? Ne s'engagent-ils pas plutôt avec des finalités commerciales tandis que le système politique de leur pays est en train de s'effondrer ? Veulent-ils vraiment instaurer la démocratie et la paix ou essayent-ils d'installer leurs relations au pouvoir ? L'argent déboursé pour les conseillers et les conférences est-il sagement utilisé ? L'objectif principal de ce guide est d'apporter aux bénéficiaires une plus ample compréhension des nombreux acteurs, de leurs motivations, de leurs idées et de leurs méthodes, dans le but d'obtenir de meilleurs résultats à la suite d'une guerre ou d'une période d'oppression dans le pays concerné.

À l'aube d'une transition, les organismes d'aide occidentaux sont confiants dans la possibilité d'instaurer la démocratie et la paix. Pour ce faire, ils prévoient une longue liste de priorités : organiser des élections en formant des partis politiques, constituer le principe de légalité, favoriser la participation des femmes, lancer des initiatives de justice transitionnelle et mettre en place des programmes de réinsertion des anciens combattants. Cependant, il devient vite évident que ces propositions d'aide internationale sont accompagnées d'attentes bilatérales : une étroite collaboration avec les acteurs-clés de la transition, une demande de renseignements sur l'état des lieux sur le terrain, une attente d'aide pour la mise en place des opérations d'assistance, et parfois aussi une espérance commerciale. Par conséquent, ce qui initialement semble être la célébration internationale d'une promesse et d'une opportunité de transition peut vite se transformer en ruée incongrue d'acteurs externes cherchant à s'assurer relations, accords et influence. Des tensions émergent entre les organismes d'aide qui demandent constam-

ment des réunions tout en mettant une pression d'obtention de résultats plus rapides, et les bénéficiaires qui se plaignent de l'incapacité de ceux-ci à comprendre et à s'adapter aux contraintes politiques et pratiques du contexte.

Il est d'autant plus étonnant que les organismes d'aide font très peu d'efforts pour expliquer aux citoyens des pays en transition les nombreux éléments de base de fonctionnement de cette aide, les raisons pour lesquelles ils la proposent et quelles peuvent en être ses conséquences. Les organismes d'aide supposent, souvent faussement et à tort, que les bénéficiaires résidant dans les pays en transition savent en quoi l'aide consiste et comment travailler efficacement avec ceux qui la fournissent.

Ce guide vise à pallier ce problème en expliquant, aux bénéficiaires gouvernementaux et non gouvernementaux, deux types d'assistance spécifiques : l'aide pour promouvoir la démocratie et l'aide pour instaurer la paix. Comme ce sont de nouvelles formes d'assistance par rapport à l'aide socio-économique et humanitaire, les institutions et les citoyens des pays en transition les connaissent souvent moins bien. De plus, parce qu'elles concernent plus directement la politique (en impliquant des problèmes, des acteurs, et des institutions politiques, y compris même parfois des groupes armés), ces aides ont tendance à soulever plus de doutes et d'incompréhensions que celles d'une autre nature.

Ce guide part du principe qu'une plus ample connaissance du secteur de l'aide à la transition peut aider des acteurs bénéficiaires bienveillants à devenir plus avisés et, ainsi, augmenter la possibilité qu'une telle aide soutienne efficacement et de façon durable la paix et la démocratie. Les organismes d'aide font souvent des résolutions (si souvent rompues) en matière de coordination, de partenariat, de prise en charge locale, de durabilité, etc. Il est sûr que celles-ci auront plus de chance de se voir réaliser avec des bénéficiaires bien informés, ce qui améliorera l'efficacité de l'aide au profit de tous.